



Déclaration intersyndicale pour le CSA du 21 décembre 2023

La loi Immigration est une honte pour notre société

La loi Immigration votée le 19 décembre main dans la main entre la “majorité” présidentielle, la droite et l’extrême droite est un recul intolérable qui revient sur le droit du sol, les droits sociaux et aggrave la répression envers les personnes migrantes. Les mesures prévues par cette loi autour de l’idée de “*préférence nationale*” sont directement issues du programme de l’extrême droite. Elles rompent avec notre modèle démocratique et social en stigmatisant les personnes étrangères qui vivent en France.

Les conséquences de cette loi sont dramatiques dans notre secteur professionnel, pour nos élèves qui subiront la perte des allocations familiales ou seront privés du droit à vivre en famille. Nos élèves, qui sont nés sur le territoire français de parents étrangers, ne pourront obtenir facilement la nationalité française : c’est une régression insupportable.

Le gouvernement prend un risque démocratique immense en faisant sienne les propositions de l’extrême droite, celui de fracturer la société, diviser les travailleurs et la jeunesse. Nous exprimons notre plus vive inquiétude quant à la progression de l’extrême droite et de sa politique de rejet et de haine dans la société. L’adoption de cette loi par le Parlement revient à saborder les valeurs de la République. Celles-là même que l’École doit pourtant transmettre à tous les enfants et jeunes vivant en France. Liberté, égalité et fraternité ne peuvent être des mots vides de sens, ils doivent s’inscrire dans le réel.

Nos organisations, FSU, UNSA Éducation, FO, Sgen-CFDT, CGT Éduc’action et Sud Éducation demandent que cette loi xénophobe, raciste et discriminatoire ne soit pas promulguée.

Paris, le 21 décembre 2023